

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International (Mexique, Afrique-du-Sud, Iran) / p.3 à 6 : Place au débat : battre l'extrême-droite et la droite / p. 7 : Les brèves de l'actualité sociale / p. 8 : Communiqué de « Notre santé en danger »

EDITO

Alors que se profile la venue de l'été, on aurait pu espérer en ce mois de juin, qui a parfois un air d'automne, retrouver calme et sérénité malgré une situation internationale toujours aussi tendue. C'était sans compter l'apprenti-sorcier qu'est Macron. En prenant la décision de dissoudre l'Assemblée nationale alors que rien ne l'obligeait à le faire malgré le mauvais score de sa candidate aux Européennes, le Président de la République démontre que, loin d'être un barrage contre le Rassemblement national, il est prêt à lui ouvrir toutes grandes les portes du pouvoir pour satisfaire son orgueil. N'est pas De Gaulle qui veut. Les émeutes de juin 2023 n'ont pas grand-chose à voir avec l'explosion de mai 1968. En 1968, De Gaulle avait réussi à faire croire qu'il était le meilleur rempart contre l'explosion sociale. Aujourd'hui Macron, ce n'est pas « moi ou le chaos » c'est « moi et le chaos ». Gilets jaunes, réforme des retraites, casse des services publics, insécurité sociale grandissante, Macron est parvenu à susciter un tel rejet que même ceux qui s'apprentent à se lancer pour son programme dans la bataille des législatives refusent de se référer à sa personne. Comment peut-il croire qu'il réussira à nouveau à constituer une majorité alors que certains sondages évoquent même la possibilité de la disparition du parti macroniste ? Et puis comment le croire quand il nous dit qu'il a entendu la colère du peuple quand son premier ministre annonce qu'il publiera le 1^{er} juillet les décrets sur l'assurance chômage ?

Danger d'autant plus grand de voir le RN accéder au pouvoir qu'une partie de la droite n'hésite pas à faire alliance avec le parti de Bardella/Le Pen.

Il est vrai qu'au fil des décennies ce qui sépare la droite et l'extrême-droite en matière de sécurité et d'immigration est devenu ténu. On l'a vu avec la dernière loi sur l'immigration.

Alors que l'on vient de fêter le 80^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie, qui allait permettre la libération de la France du joug du nazisme et de ses sbires fondateurs du Front National, il est temps d'ôter le masque sous lequel se cache le Rassemblement National. Qui peut croire un instant que les prétendues mesures sociales que met en avant le parti à la flamme verront le jour ? On le voit avec le rétropédalage sur la réforme des retraites ou avec l'accord passé avec Eric Ciotti qui préconise la retraite à 65 ans. En revanche, il y a un énorme risque, si le RN arrive au pouvoir, que les syndicats et associations qui agissent dans le domaine social voient leurs moyens baisser, que les droits des salariés subissent des coupes claires, que les salaires des plus riches soient encore moins taxés. N'oublions pas que là où l'extrême-droite a conquis le pouvoir, elle s'est toujours appuyée sur le patronat.

Dans ce contexte, on ne peut que saluer le l'accord de l'ensemble de la gauche politique, syndicale et associative autour du Nouveau Front Populaire face au danger que représente

le Rassemblement national. Sans occulter le fait que le souvenir est encore bien présent au sein de l'électorat du social libéralisme des années Hollande qui ont tant abimé la confiance envers la gauche dans son ensemble. Il faudra plus qu'un coup de com pour que celle-ci soit retrouvée. Pourtant, il est temps qu'une autre politique sociale, économique, écologique soit mise en place pour rendre à notre peuple ce qui fait les valeurs de la République : liberté, égalité, fraternité, laïcité.

Ce qui, il y a encore peu, paraissait inaccessible devient possible grâce au « Nouveau Front Populaire ». Rien n'est joué et, bien que courte, la campagne sera intense et difficile mais l'espoir dope les énergies. De toute façon, quel que soit le résultat au soir du 7 juillet, il faut un groupe de gauche le plus haut possible afin que, s'il n'accède pas au pouvoir, il soit en capacité d'être un rempart pour les plus faibles et les plus démunis.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL



MEXIQUE : Le dimanche 2 juin on a assisté à la victoire historique et écrasante de Claudia Sheinbaum à l'élection présidentielle. La candidate du Mouvement de la régénération nationale (Morena, gauche) a obtenu près de 60% des votes, contre près de 30% pour son adversaire de droite, Xochitl Galvez. Cette victoire est encore plus nette que celle, en 2018, de celui dont elle se revendique et auquel elle succédera, l'actuel président mexicain, Andres Manuel Lopez Obrador. Tandis que, sur le Zocalo, la plus grande place publique du pays, ses partisans rassemblés depuis des heures laissaient éclater leur joie, devant le drapeau mexicain, celle qui deviendra la première femme à gouverner le Mexique a répété dans la nuit de dimanche à lundi ce qu'elle a souvent dit : « *Je n'arrive pas seule ici, mais avec toutes les Mexicaines.* ».



AFRIQUE DU SUD : Le mercredi 29 mai 2024, les Sud-Africains se sont rendus aux urnes pour les septièmes élections générales depuis la fin de l'apartheid pour élire l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud, ainsi que les assemblées des neuf provinces du pays. Même si elle arrive encore en tête avec 40% des votes, c'est la 1^{ère} fois que l'African national congress (ANC) passe en dessous de la barre des 50 %. Il semble que ce revers est dû au fait que les sortants n'aient pas apporté de solutions aux problèmes qui minent le quotidien des Sud-Africains (chômage de masse, insécurité, persistance de grandes inégalités basées sur la race, corruption...). Avec 21,81 %, son principal concurrent, le Democratic alliance (DA), n'en a pas profité. Il n'améliore que d'un point son score des précédentes élections générales. Ce parti reste perçu comme celui des Sud-Africains blancs et métis de la province du Cap occidental. Il n'a pas réussi à capter le mécontentement des classes moyennes de l'électorat noir et encore moins celui des classes populaires. Par contre, Umkhonto we Sizwe (MK) de l'ancien président du pays et de l'ANC, Jacob Zuma, obtient 14,58 % des suffrages même si ce vote est à 90 % concentré dans trois provinces (KwaZulu-Natal, Gauteng et Mpumalanga). Zuma s'est accaparé le logo et le nom de la branche militaire de l'ANC pendant la lutte contre l'apartheid. MK a fait campagne sur la question des terres, mais également sur le renforcement du pouvoir des chefs traditionnels et un référendum sur la peine de mort. Au cours de la campagne, Jacob Zuma a suggéré que les jeunes filles enceintes soient envoyées à... Robben Island pour y poursuivre leurs études.



IRAN : Peine de mort : le nombre d'exécutions enregistrées dans le monde a augmenté de 30% en 2023, du fait de la frénésie d'exécutions en Iran. D'après une étude menée par Amnesty International 74% des exécutions en 2023 ont été perpétrées par le régime islamique d'Iran. Un record depuis 10 ans. La pulsion de mort des mollahs précipite un peuple entier dans l'abîme. En exécutant massivement les plus démunis, le régime islamique répand la terreur au sein de la population pour maintenir le pouvoir à tout prix.

PLACE AU DEBAT

BATTRE L'EXTREME DROITE ET LA DROITE

Par Jean-Claude CHAILLEY

Le résultat des européennes n'est pas uniquement franco-français, ni conjoncturel. Il s'explique par des raisons de fond quant à la construction européenne actuelle conjuguée à la politique des gouvernements français.

L'extrême droite monte partout en Europe. Elle est au pouvoir dans plusieurs pays. Le fédéraliste Macron subit une véritable déroute, ouvrant une crise de régime.

Quant à la gauche, elle a abordé les européennes profondément divisée, notamment sur l'Europe, certains étant fédéralistes, d'autres non.

Résultat des européennes en sièges :

PPE (droite) 189 (+ 13), S&D Social démocratie 135 (- 4), RE (Renew Europe, Macron...) 79 (-23), ECR (extrême droite, 76 (+7), ID (extrême droite 58 (+9) ; Verts / ALE 53 (-18)... La gauche est nettement minoritaire.

Le taux d'abstention aux européennes a une dimension politique, notamment des couches populaires, qu'il ne faut pas nier.

En France, l'extrême droite a fait 38 % de 50 %. C'est beaucoup, c'est beaucoup trop. Mais de moins de 20 % des exprimés à la majorité absolue il y a du chemin.

Les salarié.es représentent 90 % de la population active. Leurs intérêts ne sont pas ceux des partis du capital, que ce soit Macron, Ciotti ou Le Pen. On peut battre le RN et Macron.

LES RAISONS DE FOND

Sur le plan économique, le résultat de la construction libérale de l'Europe c'est un décrochage violent par rapport aux Etats Unis.

Le produit intérieur brut par habitant a augmenté aux États-Unis de près de 60 % entre 1993 et 2022. Celui de l'Europe a progressé de moins de 30 %.

Le PIB est d'à peu près 80 000 \$ / habitant contre 40 000 en Europe. Le PIB conditionne largement le niveau de vie qui est en baisse constante pour la majorité des Européens.

L'abstention / le nombre d'exprimés en France

| Année | Abstention | B & N | EXPRIMES |
|-----------------|------------|-------|--------------|
| Référendum 2005 | 30,63 | 1,75 | 67,62 |
| 2009 | 40,63 | 1,75 | 38,88 |
| 2014 | 43,29 | 2,19 | 41,10 |
| 2019 | 49,88 | 2,27 | 47,85 |
| 2024 | 48,50 | 1,45 | 50,05 |

L'abstention, contrairement aux affirmations des médias, a un contenu politique.

La construction libérale actuelle de l'Europe va à l'encontre des intérêts des peuples.

Le viol du référendum de 2005 par la droite et une partie de la gauche pèse toujours.

Les privatisations se sont accumulées, les réformes de régression sociale tous azimuts aussi. Chaque jour, la régression dans un pays est présentée comme le modèle à suivre pour tous dans une spirale destructrice sans fin. Il faut revenir sous 3% de déficit par encore plus de réformes, par des dizaines de milliards de coupes budgétaires d'ici 2027.

A Bruxelles, la droite et la social-démocratie gouvernent ensemble, ce qui ne lui profite guère. En Allemagne le SPD est lui aussi en déroute.

Cette Europe n'est pas démocratique, elle n'est pas celle des peuples.

Comment changer l'Europe ?

Les institutions sont très rigides : il faut l'unanimité pour réviser les traités. Comment faire dans ce contexte ?

Avant le vote, la Convergence services publics a envoyé un questionnaire à différentes listes. 3 ont répondu : PCF, LFI, Europe écologie.

A la question « Êtes-vous favorable à une révision des accords fondateurs de l'Union européenne (U.E.) pour inclure la notion de Service Public et de biens communs et les extraire de la sphère marchande ? »

Le PCF a répondu :

Si nous visons une réécriture des traités européens, qui seraient fondés sur le développement des services publics de bien commun, des coopérations à la place des règles de concurrence, des avancées démocratiques pour les peuples, des objectifs de paix, de progrès social, de prospérité, nous proposons d'agir dès à présent dans le cadre actuel, en prenant appui sur les luttes et les aspirations des citoyennes et citoyens, pour mettre en Europe, conquérir des interventions nouvelles sur et dans les services publics.

La FI a répondu :

Oui « La concurrence libre et non-fauscée empêche la constitution de pôles publics et la sortie des biens communs du marché : le droit européen interdit par exemple de renationaliser le fret ou les barrages, ou de privilégier la production locale et biologique dans les appels d'offres. Nous proposerons aux autres États membres de refonder les traités pour les rendre respectueux de la souveraineté des peuples. En attendant, et pour engager le rapport de force, nous désobéirons aux traités sur ces points ».

Synthèse :

Il faudrait réviser les traités européens, mais il n'y a pas d'espoir d'y parvenir dans un avenir prévisible.

Une véritable politique de gauche ne peut se faire qu'en déplaisant à Bruxelles. Il faut l'assumer. Ça déplaira à Bruxelles, mais les autres peuples le verront avec plaisir, ça changera la donne.

Que la France ouvre la voie est le seul moyen de faire bouger les institutions européennes dans un sens progressiste.

Certaines attaques contre Bardella sur l'Europe l'ont de fait aidé.

- Fondamentalement c'est la politique de Macron, son avalanche de contre-réformes, en phase avec l'Union européenne, qui fait monter le RN. D'autant que le mouvement social n'a pas réussi à enrayer l'avalanche de contre réformes, au mieux à la ralentir.
- Le FN / RN a parfaitement compris que cette Europe ne fait rêver personne : il affichait sa volonté de sortir de l'Europe, de sortir de l'euro. Problème : le patronat français comme européen est pour cette Europe libérale. Parti du capital, le RN s'est donc rallié à l'Europe. Mais les fédéralistes, Attal, une partie de la gauche, ont cru bon de l'attaquer comme anti-européen. **Quel cadeau !** Bardella en a profité pour reprendre la très gaulliste « Europe des Nations, de la coopération »...!
- **Europe écologie dans sa réponse à Convergence a fait un constat essentiel : le socle européen des droits sociaux n'est pas contraignant.**

Exact. Il en est de même par exemple du SMIC européen. D'ailleurs, en France, on parle d'exploser le SMIC par régionalisation ou par champ professionnel. La directive européenne ne l'empêche pas.

Bardella a eu beau jeu de répondre que c'était une compétence nationale, et c'est vrai.

En France, comme au Parlement européen, Bardella est l'ennemi de tous les travailleurs, français comme étrangers. Cependant, certaines attaques contre Bardella sont passées comme un soutien à cette Europe austéritaire. Elles l'ont plutôt aidé.

LA DEROUTE DE MACRON et de « L'ÉCONOMIE DE GUERRE »

La déroute de Macron aux européennes entraîne la chute de son gouvernement, la dissolution de l'Assemblée nationale. Crise politique majeure en France, mais aussi dans l'Union européenne dont Macron dit « qu'elle est mortelle ».

Cependant, la crise avait commencé bien avant : Macron, comme en 2017, a été réélu très minoritaire à la présidentielle de 2022 : 20,1 % des inscrits au 1^{er} tour, 27,9 % des exprimés.

Au 2^{ème} tour, il l'emporte avec l'appui de la gauche pour « faire barrage à Le Pen ». Il l'emporte mais avec de moins en moins d'écart.

Le Front républicain, « faire barrage à Le Pen », part de la volonté de défendre la démocratie. Mais il a des effets pervers : il affiche le RN comme la seule alternative à toutes les autres formations politiques. C'est exactement ce que le RN dit.
Synthèse des listes ayant passé 5 %

| | | | | | | | |
|------|-------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------|--------------------|-------------|
| 2004 | PS 29% | UMP 17% | UDF 12% | FN 10% | VERTS 7 | MPF 6 | PCF 6 |
| 2009 | UMP 28 | PS 16 | MODEM 8 | FDG 6 | FN 6,34 | CNPT 5 | |
| 2014 | FN 25 | UMP 21 | UG PS Rad 14 | UDI Modem 10 | EELV 9 | FDG 7 | |
| 2019 | RN 23,33 | Renaissance 22,42 | EELV 13,48 | Droite centre 8,48 | LFI 6,31 | Envie 6,19 | |
| 2024 | RN 31,36 | Renaissance 14,6 | Place publique + PS 13,8 | LFI 9,9 | LR 7,2 | Reconquête 5,47 | EELV 5,5 |

On remarque la chute brutale du PS, de la gauche, suite au référendum de 2005. Le traité de Lisbonne de Sarkozy n'aurait pu passer sans l'abstention du PS.

En 2024 débâcle des macronistes

Son avalanche de réformes en faveur du patronat, des actionnaires, au détriment des salariés, de la population laborieuse, est sanctionnée.

Macron promet de la sueur et des larmes avec son « économie de guerre ».

Pour les dépenses militaires, il y a de l'argent open bar. Pareil pour le remboursement de la dette, qui s'envole suite à la politique de la BCE.

Donc, il faut les compenser et revenir sous les 3 % de déficit plus que jamais validés par le Pacte de stabilité et de croissance new look européen.

En pleine campagne électorale, il attaque les libertés, fait une nouvelle réforme du chômage alors que l'Unedic est excédentaire, s'en prend à la fonction publique, à l'enseignement, au logement social, promet une nouvelle réforme du code du travail, 40 milliards d'économies sur la Sécurité sociale et les services publics en 2 ans....

Son économie de guerre les Français n'en veulent pas.

Macron est devenu ultra militariste, un des « faucons » de l'Union européenne. Indirectement ça aide le RN : le RN qui a voté les crédits militaires passe pour plus pondéré en ce domaine, notamment contre l'envoi de troupes françaises en Ukraine. Or, tout le monde comprend que l'envoi de troupes, c'est des morts, que plus on dépense pour les guerres, et plus on a de déficit budgétaire... à combler.

En 2024 malgré la débâcle dont il est responsable Jupiter ne démissionne pas. Il dissout l'Assemblée nationale. **Il propose de constituer une « majorité présidentielle », une « fédération de projet » autour de lui.**

De toute façon, minoritaire dans le pays comme à l'Assemblée nationale, il n'arrivait plus guère à gouverner. Il n'a même pas osé une loi de finance rectificative. Plutôt que de risquer une motion de censure majoritaire, il a dissous lui-même l'Assemblée nationale.

Ayant observé dans les débats télévisés que toutes les formations de gauche attaquaient prioritairement le RN, il tente une manœuvre de Front « républicain ».

Il propose de constituer une majorité présidentielle, une fédération de projet constituée de macronistes, LR, le PS, radicaux, écologistes... Son but est de diviser pour élargir à droite et à gauche pour se faire une majorité sur une politique inchangée.

Il a réussi l'éclatement de LR...mais vers le RN.

Le PS s'est profondément divisé, notamment sur sa participation à la NUPES. Mais il se rallie au nouveau Front populaire. Même le faucon Glucksmann suit.

Nouvel échec de Macron !

UN « nouveau FRONT POPULAIRE » POUR BATTRE L'EXTREME DROITE ET MACRON

La plupart des déclarations sont pour « battre l'extrême droite ». Il le faut, mais ça ne suffit pas. Il faut battre aussi Macron, LR... **Il faut une véritable politique de gauche.**

Dans l'urgence, devant la menace RN, les formations politiques de gauche passent un accord électoral, seul moyen de mobiliser les électeurs de gauche.

Pour une mobilisation pour les revendications du monde du travail

Au moment où ces lignes sont écrites le programme du nouveau Front populaire est signé mais n'est pas diffusé.

C'est un front écologique et social composé de formations aux très fortes divergences.

Un accord électoral est une chose. On peut mettre les désaccords sous le tapis. **Gouverner c'est autre chose**, l'expérience passée l'a montré. On fait telle ou telle politique concrète, on fait telle ou telle réforme, on vote tel ou tel budget.

La politique souhaitée est connue. Les revendications des salariés, revendications générales comme celles des différentes branches professionnelles, sont connues. La transition écologique, sans l'opposer à la fin du mois, est nécessaire. Il faut restaurer les libertés fondamentales, établir une véritable démocratie partant des besoins des citoyens.

Les moyens existent, il y a 200 milliards d'aides aux entreprises,... mais il y aura une forte opposition du MEDEF, de l'UE, des institutions internationales, des « marchés ». Ils hurleront que c'est la fin du monde. Les médias mettent autant d'huile sur le feu qu'ils le peuvent.

Une information, une mobilisation des salariés, est nécessaire, avant et après les élections.

L'exemple de la Grèce :

En Grèce il y a eu une éclatante victoire de Syriza. Les syndicats – j'étais dans une délégation qui les a rencontrés – ont décidé de ne pas mobiliser, de « faire confiance à Tsipras ». Des députés de Syriza – rencontrés également – pensaient qu'il fallait mobiliser la population pour pouvoir appliquer le programme voté, mais ils étaient minoritaires.

Quelques semaines plus tard, c'était l'austérité sous l'égide du FMI, de l'UE, de Merkel et Hollande, austérité qui se poursuit toujours.

Une nouvelle période historique est ouverte, pleine de dangers et d'opportunités.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?



La Caisse des Dépôts (CDC) veut faire des économies

Par Yves LAOT

L'ensemble des organisations syndicales de la CDC a décidé de lancer un préavis de grève afin de s'opposer à la rupture du contrat de travail de tout ou partie des contractuels de droit public en contrat à durée déterminée. Non pas que le travail de ces personnels soit devenu inutile mais la CDC a décidé de faire des économies.

C'est la même logique qui a conduit le patron de l'établissement public à tirer à boulets rouges sur les missions de service public auxquelles est tenue la Poste : accessibilité bancaire, aménagement du territoire, service universel postal, transport et distribution de la presse.

Pour Eric Lombard le coût de ces missions serait trop lourd, l'Etat ne mettant pas suffisamment la main à la poche. Cela préfigure-t-il l'abandon de la distribution du courrier 6 jours sur 7 comme cela a été fait dans d'autres pays européens ?

Déjà il faut rappeler, concernant l'aménagement du territoire, que La Poste supprime chaque année des bureaux de poste de plein exercice pour les remplacer par des agences postales aux compétences moindres et aux horaires réduits.

ACTUALITE SOCIALE

Les brèves de Marinette BACHE

RSA conditionné : le « travail forcé » version Macron. Avec cette réforme, le gouvernement revient sur le droit fondamental à l'emploi inscrit dans la Constitution de 1946 et glisse de plus en plus du droit à l'emploi vers une obligation de travailler.

Le gouvernement cherche par tous les moyens à réduire les droits des allocataires du RSA : il a lancé une expérimentation visant à conditionner le versement du RSA au travail des allocataires dans 18 départements ou collectivités. Le versement du RSA est conditionné à la réalisation obligatoire de 15 à 20h d'activités hebdomadaires. En cas de non-respect de cette condition d'activité, les bénéficiaires pourront voir leurs allocations diminuer voire disparaître. Les activités réalisées pourront être de « tout type », il est probable qu'elles se fassent uniquement au sein d'entreprises et de collectivités, sans offrir d'accès à la formation. Plutôt que d'embaucher des agents territoriaux, les collectivités concernées pourront donc se reposer sur le travail gratuit des allocataires du RSA, ou pire encore, des entreprises pourraient profiter du financement public (par l'impôt) du RSA pour disposer de main d'œuvre gratuite.

L'élargissement de l'Europe voulu par les libéraux est dangereux. L'adhésion de l'Ukraine qu'on nous vend au prétexte d'un soutien face à Poutine, mais également celles, envisagées de la Moldavie, de la Géorgie et des pays des Balkans permettrait au patronat d'amplifier le dumping social interne à l'Union européenne. Ce débat n'a pas eu lieu lors de la récente élection européenne : il était peu voulu par les diverses listes et ces élections ne motivent pas les électeurs. En conséquence il est nécessaire d'exiger un référendum sur le sujet si les adhésions se précisaient. Cela imposerait le débat dont les libéraux ne veulent pas.

Réforme de l'UNEDIC : Personne n'est au chômage par plaisir, cette réforme de l'assurance-chômage est donc non seulement cruelle (mais depuis quand les libéraux ont-ils la moindre compassion pour ceux qui traversent des difficultés !?) mais elle n'est pas faite pour créer des emplois. Son but est de siphonner l'excédent de l'Unédic : C'est 3,6 milliards d'euros que Macron s'apprête à piquer dans les poches de l'Unédic. Au lieu de faire contribuer les plus favorisés ou de s'en prendre aux évadés fiscaux, le Gouvernement s'attaque à nouveau aux plus vulnérables.

8 jours de carence avant indemnisation des jours d'arrêt maladie : Toujours s'en prendre aux faibles, toujours raboter les droits des salariés : après l'assurance chômage, le gouvernement envisage une nouvelle étape : 8 jours de maladie avant de rembourser un arrêt. C'est la Cour des comptes qui s'illustre à nouveau dans l'indignité. Fidèle chienne de garde du libéralisme, cette institution -qu'il serait temps de réformer ou de supprimer- préconise de ne plus indemniser les arrêts maladie de moins de 8 jours. Ce sont les malades qu'on va maintenant sanctionner. Faut-il rappeler que la Sécu appartient à ses cotisants ?

Qualité de notre réseau routier : Notre pays était réputé pour avoir le meilleur réseau routier du monde et, voilà qu'en matière de qualité des infrastructures routières, la France a dégringolé de la 1ère place en 2012 à la 18ème en 2019. Résultat d'une décentralisation en direction des départements et des régions qui n'ont pas toujours les finances nécessaires à leur entretien et du désengagement de l'Etat sur les routes nationales et sur les autoroutes publiques (celles qui n'ont pas encore été vendues). Craignons que ce mauvais état serve d'argument à la vente souhaitée des nationales au privé.

Evasion fiscale depuis l'Europe : encore un sujet peu traité : Et pourtant, chaque année, c'est plus de 1000 milliards d'Euros qui échappent à la fiscalité des divers d'Etats de l'UE. Il faut dire que certains Etats de cette UE libérale sont, eux-mêmes, des paradis fiscaux... que l'Europe n'a d'ailleurs pas inscrit sur sa fameuse « liste noire ». Liste noire purement rhétorique puis qu'aucune sanction n'est appliquée ni à ces pays ni aux auteurs des transferts qui y sont effectués. En France c'est entre 100 et 120 milliards qui manquent ainsi aux recettes de notre budget. Mais le gouvernement continue à faire des cadeaux fiscaux aux grands patrons... et à prôner, pour les autres, une politique d'austérité... manque d'argent oblige !

Turbine nucléaire Arabelle : Les turbines nucléaires Arabelle produites à Belfort sont rachetées par EDF. On se réjouit bien sûr du renforcement de notre souveraineté énergétique. Mais on n'oublie pas que c'est Emmanuel Macron qui avait permis la vente de ces technologie et production françaises à l'américain General Electric ! Et tout n'est pas joué. Il reste la question des brevets !

ACTUALITE SOCIALE



Un BUDGET
de la Sécurité Sociale
Pour sortir de la crise sanitaire
et répondre aux besoins
de la population



**Communiqué de «NOTRE SANTE EN DANGER»
signé par Résistance Sociale**

L'Extrême Droite, un danger pour notre santé !

Après une élection européenne qui voit l'extrême-droite à près de 40% et l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée Nationale, le Rassemblement National est aux portes du pouvoir. L'extrême droite, c'est le rejet de l'autre, la haine de l'étranger, la remise en question des droits des femmes. C'est aussi une politique attaquant les services publics et la protection sociale.

Parce que nous défendons :

- l'accès aux soins pour toutes et tous,
- l'hôpital public et les moyens qui lui sont nécessaires : embauches, réouvertures de lits ...
- l'ouverture de centres de santé de proximité pour lutter contre les déserts médicaux.
- une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé dans un périmètre étendu et défini selon les besoins des populations, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'Etat plus que jamais menacée.
- le droit des femmes à disposer de leur corps, le droit à la contraception et à l'avortement, le maintien et la réouverture de centres IVG et de maternités de proximité
- une société solidaire,

Nous, organisations impliquées dans le Tour de France pour la Santé et organisations signataires, appelons toutes les forces progressistes à se rassembler pour faire barrage au Rassemblement National lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet.

L'extrême-droite n'est forte que de nos reculs et de nos désunions.

Face au péril d'extrême-droite, nous appelons plus que jamais citoyens, syndicats, associations, mutuelles, partis progressistes à se mobiliser ensemble pour défendre le droit à la santé pour toutes et tous.

Le bulletin Résistance Sociale est une
publication de Résistance Sociale,
association loi 1901 :
Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
Tel : 06 33 82 05 15
Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel :
webmaster@resistancesociale.fr
Présidente de RESO et directrice
de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)